

(Source : [Aujourd'hui le monde](#))

Plusieurs débats publics sur le nucléaire auraient été truqués par les entreprises du secteur, avec la complicité d'agences gouvernementales, selon deux rapports publiés récemment.



Lors d'une manifestation anti-nucléaire à Tokyo

Déjà affaibli par la catastrophe du 11 mars dernier à Fukushima, le lobby nucléaire japonais a pris un nouveau coup dur vendredi dernier, avec la publication conjointe de deux rapports édifiants.

Des pratiques plutôt douteuses ont d'abord été révélées par un comité tripartite mis en place par le [ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie](#), qui affirme que des organes du gouvernement ont organisé avec les entreprises du nucléaire le trucage de débats destinés à informer le public sur la question du nucléaire, et ce, à au moins sept reprises.

Dans un rapport publié vendredi, les auteurs mettent en cause l'indépendance de l'Agence de Sécurité de l'Industrie et du Nucléaire ([NISA](#)) et de l'Agence pour les Ressources Naturelles et l'Energie, qui « *n'ont pas conscience de l'importance des relations publiques et du besoin de justice et de transparence* » .

Le directeur des relations publiques pour le nucléaire de la NISA aurait par exemple rencontré les dirigeants de la [Tohoku Electric Power Co](#) avant une série de réunions explicatives destinées aux résidents proches de la centrale en octobre 2006.

« *Les personnes connectées à Tohoku Electric Power Co devraient participer aux réunions et exprimer leurs opinions* », aurait alors recommandé la NISA.

Bidonnages au sud du pays

Egalement publié vendredi, un autre rapport épingle des pratiques similaires sur l'île de Kyushu, au sud du pays.

« *Le réacteur numéro un est en activité depuis 30 ans, et je n'ai jamais eu de problèmes pour vendre mon riz ou mes légumes à cause des radiations* », déclarait ainsi un paysan lors d'un meeting destiné à discuter d'une proposition visant à utiliser du [combustible MOX](#), beaucoup plus radioactif que le combustible à base d'uranium enrichi, à la centrale nucléaire de Genkai.

Sauf que ce soi-disant paysan était en fait un employé de [Kyushu Electric Power](#), l'opérateur de la centrale.

Autre exemple lors d'une autre réunion, diffusée après la catastrophe du 11 mars à la télévision, durant laquelle l'entreprise demandait aux téléspectateurs d'envoyer leurs questions par e-mail.

Là encore, il s'agissait d'un bidonnage en bonne et due forme: les questions ont toutes été rédigées par des employés de l'entreprise qui se sont fait passer pour des citoyens ordinaires. Pas étonnant, donc, que beaucoup d'entre eux aient demandé la remise en route des réacteurs dont l'activité avait été interrompue après l'accident...

Politiques et industriels vraiment désolés

Les politiciens locaux en prennent d'ailleurs également pour leur grade, et le rapport pointe en particulier la responsabilité du gouverneur de la préfecture, Yasushi Furukawa.

Les auteurs recommandent l'arrêt des donations et autres cadeaux faits par Kyushu Electric

aux politiques, et a demandé au gouverneur de couper ses liens avec l'entreprise.

« *Il y a un manque de transparence entre Kyushu Electric et les officiels* », a déclaré Nobuo Gohara, qui a dirigé le rapport, à la télévision australienne [ABC](#).

« *Le rapport m'a conseillé de reconsidérer ma relation avec Kyushu Electric Power Company, a reconnu, pour sa part, M.Furukawa. Je vais donc réfléchir à ce que pourrait être une relation appropriée* » .

Promettant de ne plus jamais s'adonner à ce genre de pratiques, l'entreprise a également procédé à un mea culpa public.

« *C'est un moment de vérité pour l'entreprise, a affirmé son vice-président, Yoshinori Fukahori. Nous ferons tout ce que nous pouvons pour empêcher que cela se reproduise* » .

De son côté, le directeur général de la NISA, Hiroyuki Fukano, a assuré qu'il s'excusait « *du fond du coeur* » .

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



[La mithridatisation des esprits ou comment infiltrer les cerveaux](#)



Chasse aux sectes et délation : en France, la Miviludes invite les médecins à lui «signaler» les thérapeutes «dérivant»



Nouveau projet de fluoration de l'eau au Québec



Télévision numérique : qui regarde qui? Big Brother vous surveille!